

MAÎTRISER NOTRE DESTIN

La crise des dettes publiques menace la pérennité de la zone euro et ralentit la croissance en France. Le Gouvernement a répondu successivement avec efficacité et réactivité à ces deux enjeux :

1/ Avec le plan de sauvetage de la zone euro du 27 octobre dernier qui prévoit un plan d'aide à la Grèce, le renforcement du Fonds Européen de Stabilité Financière pour éviter toute contagion de la crise, la consolidation des banques pour garantir l'épargne des citoyens, et l'avènement d'une véritable gouvernance économique européenne.

2/ François Fillon a présenté le 7 novembre dernier le plan de réduction de la dette française indispensable pour tenir notre engagement : l'équilibre du budget de la France en 2016. Ce plan courageux permet de réduire les déficits publics, de garantir notre protection sociale et de soutenir la croissance.

Il s'articule autour de 2 axes :

- Des mesures structurelles de réduction de la dépense publique : réduction des niches fiscales, accélération de la mise en œuvre de la réforme des retraites, maîtrise des comptes de l'Assurance-maladie ...
- Des recettes supplémentaires qui ciblent les entreprises et les Français les plus aisés :
 - majoration de 5% de l'impôt sur les sociétés, pour celles réalisant plus de 250 millions d'euros de chiffre d'affaires.
 - création d'un taux intermédiaire de TVA à 7%, à l'exclusion des taux qui protègent les plus fragiles ou les produits de première nécessité (alimentation, énergie, produits et services destinés aux personnes handicapées).
 - gel des barèmes de l'impôt sur le revenu et de l'ISF ainsi que des abattements en matière de droits de succession ou de donation.
 - augmentation du prélèvement forfaitaire libératoire à 24% sur les dividendes et intérêts.

Par ailleurs, l'Etat continue à diminuer son train de vie. Depuis 2010, ce sont 10 % de baisse des dépenses de fonctionnement de l'Etat avec 1 milliard d'économies supplémentaires en 2012, 17 % de collaborateurs en moins dans les cabinets ministériels, 8 000 voitures de fonction supprimées, 300 000 m2 de bâtiments vendus. Mais ce sont aussi depuis 2007, 150 000 fonctionnaires en moins, la révision générale des politiques publiques qui a permis d'économiser déjà 15 milliards d'euros.

Il faut souligner que la France est le seul pays en Europe qui, dans ce contexte de crise mondiale, n'a pas réduit ses dépenses sociales. C'est pour garantir notre politique de solidarité que depuis 4 ans des réformes et des économies ont été réalisées par la majorité présidentielle. Dans ce plan du 7 novembre 2011, rien ne change en ce qui concerne les revenus de remplacement et

les minima sociaux (pensions de retraites, RSA,...). Le Gouvernement tient son engagement d'augmentation de 25% du Minimum Vieillesse et de l'Allocation Adulte Handicapée entre 2007 et 2012. Aucune prestation familiale et d'aide au logement n'est diminuée ; leur augmentation sera calquée sur celle de la croissance française.

Pendant que le Gouvernement prend ces mesures, que proposent l'opposition et son principal représentant François Hollande ? Il court les plateaux de télévision pour commenter le plan d'économie du Gouvernement. Fait-il des propositions ? Non aucune. Si, une seule : quand le Gouvernement s'engage à geler les salaires des Ministres, « le prochain Président de la République* », autoproclamé, s'engage à réduire son futur salaire de 30 % - Mesure symbolique certes, mais qui fleure bon la démagogie et qui bien sur n'est pas à la hauteur des enjeux. A-t-il proposé de baisser immédiatement de 30 % ses indemnités de Président du Conseil général de la Corrèze, département le plus endetté de France ?

Par contre, on aimerait entendre le candidat du PS apporter des réponses précises à des questions importantes. Son manque d'expérience internationale et gouvernementale ne l'exonère pas de clarifier son discours. Reviendra t-il à la retraite à 60 ans ? Si oui, comment fera t-il pour financer cette mesure ? Comment financera t-il les 60 000 postes qu'il souhaite créer dans l'Education nationale et les 300 000 emplois-jeunes ? Compte t-il sortir du nucléaire pour satisfaire les Verts ou réduire la part de l'électricité nucléaire de 75 à 50% en 2025 ? Tout en réduisant dans le même temps les émissions de CO² ? Comment réussira t-il ce tour de force ? Et là encore à quel coût pour les français ?**

En cette période de crise, le courage consiste à dire la vérité aux Français qui comprennent bien que l'heure n'est pas aux promesses électoralistes intenable. L'enjeu pour le présidentielle de 2012 réside dans cette question : à qui faisons nous confiance pour prendre les décisions nécessaires pour l'avenir de la France ?

Dans un esprit de responsabilité, le Gouvernement place l'intérêt supérieur de la Nation avant toute considération électoraliste. C'est le choix du courage et de la crédibilité. Les efforts demandés aux Français ne sont pas vains. Ils sont destinés à surmonter cette crise, à préserver notre modèle social, à redresser durablement notre pays et à offrir à nos enfants ainsi qu'aux nouvelles générations un avenir meilleur.

PAUL JEANNETEAU

* dans Libération du 7-11-11 : F.HOLLANDE déclare : « je ne suis pas un contre-président, je suis le prochain président »

** Cf ma newsletter du 3-10-11 sur le nucléaire. Une étude récente de l'Union Française de l'Electricité estime à 382 milliards d'euros ce passage de 70% à 50 %. Le coût de démantèlement des installations nucléaires n'est pas pris en compte dans cette somme....